

Mercredi 28 Février 1872

PARIS DU NOMBRE : — Départements : 25 CENTIMES.

Les Manuscrits ne seront pas rendus

REDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique gérant : LÉONCE DÉTROUAT

Mercredi 28 Février 1872

Années : MM. Ch. Lévy, Cerf et C<sup>e</sup>, 6, place de la Bourse

40 FR. PAR AN. — 24 FR. PAR SEMESTRE. — 13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146

Administrateur : LOUIS GAL

## AVIS

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire fin courant, d'effectuer leur renouvellement au plus tôt, s'ils ne veulent éprouver aucun retard dans l'envoi du journal.

Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées de l'envoi de 50 centimes pour frais d'impression des bandes.

## ROMANS-FEUILLETONS

Après le roman en cours de publication, la Liberté publiera successivement :

## LA VIE PARISIENNE

PAR

M. ARMAND LAPOINTE

II

## LA PERLE DE CANDELAIRE

PAR

M<sup>me</sup> MIE D'AGHONNE

La brochure ayant pour titre : DIX-HUIT MOIS D'HISTOIRE, et dont nous avons annoncé la publication, est en vente au prix de 50 centimes chez les libraires, dans les kiosques et à l'administration de la Liberté, rue Montmartre, 146.

## LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

### Angleterre

**Londres, 26 février.**  
Chambre des Communes. — Répondant à M. Cochrane, 2. Gladstone dit que les communications échangées avec les gouvernements étrangers au sujet de la Société internationale sont confidentielles. Conséquemment la production de ces documents est impossible, d'autant plus qu'ils se rapportent à une question qui intéresse plus les pays étrangers qu'Angleterre elle-même. Dans le cas, toutefois, où un gouvernement étranger ferait une proposition contre laquelle le gouvernement anglais ne croirait pas devoir élever une objection, il soumettrait à la Chambre et la proposition et la réponse faite à cette proposition.

### Etats-Unis

**New-York, 26 février, soir.**  
Une communication officielle dit que le vice-consul anglais à Damas a informé télégraphiquement lord Granville de la mise en liberté de quelques voyageurs anglais qui avaient été faits prisonniers à Tera.

**De World** croit que le président Grant a prodigé trop de largesses de dommages indirects ; il ne faut pas s'étonner si l'Angleterre repousse ces demandes, puisque leur montant pourrait égaler l'indemnité de guerre exigée de la France par l'Allemagne.

D'après le correspondant du *World* à Washington, la réponse américaine expose que l'Angleterre n'ayant pas fait d'opposition à la ratification des dommages indirects, lors de la ratification du traité, l'Amérique a agi depuis sur l'idée que l'Angleterre avait accepté l'interprétation américaine du traité.

S'il faut en croire le correspondant du *Herald* à Washington, le gouvernement aurait autorisé de grands banquets à faire savoir au gouvernement anglais qu'il accepterait dix millions de livres sterling comme règlement de toutes les demandes relatives à l'Alabama.

Les avis du Mexique annoncent la mort du général Porfirio Diaz.

(Agence Havas.)

## LE BULLETIN POLITIQUE

PARIS, MARDI 27 FÉVRIER 1872

La commission chargée d'examiner le projet de loi déposé par M. Victor Lefranc pour la répression des délits de presse et des attaques contre le Gouvernement, vient de constituer son bureau. M. Moulin a été élu président ; M. Lefranc-Pontalis secrétaire.

On sait que le partage des opinions dans le sein de la commission n'est pas favorable au projet gouvernemental, qui n'a pour lui qu'une minorité de six voix contre neuf voix opposantes. Mais l'adversaire avec lequel les nominations des commissaires ont été disputées dans les bureaux et le faible écart qui sépare les élus de leurs concurrents les plus rapprochés, font douter qu'en séance publique la majorité de l'Assemblée corresponde exactement à la majorité de la commission.

Si nous devons, d'ailleurs, nous en rapporter à des renseignements autorisés, les députés de la droite qui repoussent le plus radicalement la législation extraordinaire demandée par le gouvernement, se fondent sur le peu de clarté des considérations dont il a fait précéder les articles du projet en question, et sur le texte même de l'art. 2, relatif aux conséquences de la suppression d'un journal dans la circonscription de l'état de siège. Or, sur ce dernier point, les députés qui approuvent la politique de M. Thiers font presque d'égalles réserves et trouvent exorbitant qu'un journal supprimé ne puisse réparaître hors du département où régnait l'état de siège. Plusieurs se sont rangés à une opinion qui trouverait sans doute place dans un amendement qui tendrait à adoucir l'effet trop meurtrier et trop disproportionné des foudres administratives, en autorisant la publication, mais à la condition qu'aucun numéro de la feuille resuscitée ne puisse rentrer dans la circonscription où la suppression a été prononcée.

En ce qui touche les considérations du projet et cette partie de l'article 1<sup>er</sup>, où il est parlé « d'attaque contre le Gouvernement » sans autre commentaire, on reproche au dedans et au dehors de la commission les critiques dont la presse s'est déjà fait l'organe. La gauche et la droite ont précisément engagé un sourd débat sur la définition de ce provisoire que chacun s'efforce, par des voies diverses, de tirer de son côté.

Il est donc aisé de comprendre qu'un tel vague dans les termes ne satisfait personne ; et ces dispositions étant résidentes dans la généralité des fractions moyennes de la Chambre : plus fortement du côté de la droite, qui est plus méfiante ; plus faiblement du côté de la gauche modérée, qui conserve l'espérance que la loi que le provisoire entraîne vers elle, il est dès à présent probable que le projet du Gouvernement passera avec une correction soit dans la rédaction des considérations, soit dans la rédaction de l'article 1<sup>er</sup>, correction qui rappellerait l'origine du Gouvernement, c'est-à-dire les décrets des 17 février, 1<sup>er</sup> mars et 31 août 1871. On ne ferait ainsi que reproduire et formuler législativement les déclarations faites à la tribune par M. Victor Lefranc lorsqu'il est venu demander à l'Assemblée de prononcer l'urgence.

L'agitation libérale et anticatholique dont le comte de Chambord est devenu l'occasion, bien involontairement assurément, à Anvers, n'a rien perdu des proportions accusées par les dépêches arrivées hier. Celles que nous recevons aujourd'hui nous annoncent que les manifestants ont tenu

un grand meeting dans lequel plusieurs orateurs ont demandé l'abrogation de la loi sur les étrangers, et soutenu le droit de faire des manifestations pacifiques. Les promenades à travers les rues, au chant de la *Marseillaise*, les bris de carreaux de vitre, entrent désormais dans les habitudes de la population anversoise. C'est la maison du bourgmestre qu'on a immolée cette fois. Le lecteur trouvera à notre *Lettre d'Anvers* des détails sur ces événements.

Nous apprenons que M. Henri Fournier, ministre de France à Stockholm, représente notre gouvernement auprès du roi d'Italie. Accrédité en Suède depuis 1863, M. Fournier n'est pas un diplomate sur les opinions duquel les partis puissent se donner carrière.

Cette nomination, faite à la veille de l'ouverture du Parlement italien, nous paraît politique et prévoyante. Elle tranche une incertitude qui pouvait devenir fort inutilement une source de complications, et enlève au débat futur sur les pétitions catholiques une grande partie de l'importance qu'on voulait lui attribuer à l'avance.

## QUESTIONS DU JOUR

Si nous en croyons le Bulletin du *Journal des Débats*, l'émotion excitée par le projet de l'honorable M. Victor Lefranc aurait sensiblement diminué, et le Gouvernement ne serait pas éloigné de s'entendre avec la commission. Si nous nous en rapportons à la Correspondance de Versailles du même journal, la commission serait, au contraire, unanime à réclamer d'importantes modifications. Elle aurait particulièrement à cœur d'affirmer le caractère provisoire du Gouvernement. En conséquence, elle se proposerait : 1<sup>o</sup> de remplacer les mots : « Attaque contre le Gouvernement », par ceux-ci : « Attaque contre les droits et l'autorité que le Gouvernement tient des décrets de l'Assemblée » ; 2<sup>o</sup> En ce qui concerne les mots : « Ayant pour effet de provoquer le renversement du Gouvernement », les membres de la commission auraient été d'avis que ces termes ne pouvaient préjudicier en rien au droit de discuter les différentes formes de constitution que l'Assemblée nationale pourra donner au pays ». Le *Journal des Débats* ajoute même que la commission cherche une rédaction « de nature à exprimer très clairement cette pensée ».

Quant à l'article 2 du projet, qu'on a spirituellement appelé l'état de siège portatif, il ne s'est pas trouvé parmi les membres de la commission une seule voix pour prendre sa défense.

Si ces informations sont exactes — et nous avons tout lieu de le croire, car elles sont complètement d'accord avec nos renseignements particuliers — le Gouvernement se trouverait dans une situation délicate. En effet, il poursuivait un double but : d'une part, il espérait, nous l'avons déjà dit, trouver dans la mise en vigueur sous une forme nouvelle, des lois dictées par les gouvernements précédents, une occasion subreptice et déguisée de sortir du provisoire ; or, la majorité de la commission paraît décidée à lui renfermer.

D'autre part, il espérait que la Chambre consentirait à lui donner, sans condition, et par crainte de l'ennemi commun, les pouvoirs dictatoriaux qu'il lui demandait sous couleur de la défendre et de se défendre avec elle contre les entreprises des partis. Or, la majorité de la Chambre veut bien être défendue contre les bonapartistes, mais elle n'entend pas être défendue contre elle-même. Elle accepte bien que le

Gouvernement ne reste pas désarmé en présence de ce que le *Journal des Débats* appelle les manœuvres de plus en plus audacieuses du bonapartisme ; mais elle n'entend pas qu'il promette des garanties contre les intrigues royalistes. Elle veut bien qu'on supprime des journaux dévoués à l'Empire ; mais elle ne se soucie pas de donner au Gouvernement, issu de ses décrets, le pouvoir d'arrêter la propagande légitimiste, orléaniste, fusionniste ou même système d'inégalité dans la justice distributive.

Ainsi amendée, la loi-Victor Lefranc n'a plus aucune raison d'être. Elle apporterait, il est vrai, au Gouvernement une force de répression nouvelle ; mais elle ne lui donnerait pas la faculté d'en user, selon les circonstances, contre tous les PARTIS ; elle n'en menacerait en réalité qu'un seul. Or les lois d'exception n'ont jamais servi qu'à grandir dans l'opinion publique, et par conséquent à rendre plus dangereux, ceux qu'elles avaient la prétention d'atteindre. C'était autrefois une conviction bien arrêtée chez plusieurs des membres les plus importants du Gouvernement actuel. Qui n'a présent à l'esprit le magnifique discours de M. Thiers sur les libertés nécessaires et les plaidoyers aussi nombreux qu'émus de l'honorable M. Jules Simon en faveur des journaux, ses clients d'autrefois.

Dans ces conditions, il nous paraît difficile que le Gouvernement ne se résigne pas à retirer son projet de loi. Tout l'invité à sa propre dignité, qui ne lui permet pas d'accepter les modifications que la commission se propose d'apporter au texte du projet primitif ; la prudence, qui lui commande d'éviter les questions réservées, et de respecter ce qu'il a lui-même appelé la trêve des partis.

ALBERT DURU.

## LES DROITS D'ENREGISTREMENT

Nous sommes opposés à la loi sur l'enregistrement qui est en cours de discussion. M. Sébert, ancien président de la chambre des notaires, a démissionné avec beaucoup de sincérité et de conviction les dangers de cette loi. En effet, les surtaxes nouvelles, l'augmentation des droits fixés pèsent surtout sur les populations des campagnes, sur les classes les moins aisées.

Nous ajoutons aux critiques si fondées de M. Sébert des considérations d'une autre nature. Il importe que l'Etat n'exagère pas la fiscalité en matière d'enregistrement, car il en résulterait une perturbation profonde dans les relations sociales ; la morale publique en souffrirait. Dans le but d'échapper au paiement d'un droit d'enregistrement, des actes principaux de la vie — le contrat de mariage, par exemple — seraient dénaturés, faussés, et ne répondraient plus au but que s'est proposé le législateur.

Autrefois l'apport des époux, constaté par contrat de mariage, ne donnait lieu à aucun droit ; la taxe proportionnelle instituée par la loi nouvelle aura pour conséquence inévitable, dans les provinces surtout, la dissimulation de partie de ces apports.

Ce qui prime toutes les considérations de détail, c'est le principe même de la loi du 22 février au VII, c'est que les droits proportionnels ne sont appréciables qu'au cas où il y a transmission de propriété. Ce principe est violé ouvertement, puisque l'Assemblée adopte une progression dans l'enregistrement des actes à droit fixe, qui peut se chiffrer comme suit :

Taxe de 5 fr. pour les actes ou les valeurs énoncées ne dépassant pas 5,000 fr., de 10 fr. entre 5,000 et 10,000 fr., de 20 fr.

entre 10,000 et 20,000 fr., de 50 fr. entre 20,000 et 50,000 fr., enfin, au-dessus de ce chiffre, de 50 fr. pour chaque somme ou fraction de 50,000 fr.

L'Assemblée n'ayant pu se résoudre à adopter aucun système radical d'impôt, se trouve réduite aux expédients les plus déplorables pour procurer des ressources au Trésor. Elle multiplie les agents fiscaux, elle met à la charge des contribuables des frais de perception énormes, elle rappe les allumettes et néglige l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur le capital — c'est tout un — sans arriver à mettre les budgets en équilibre.

Nos voisins d'Italie ont eu plus de hardiesse et plus de justice, disons-le. L'impôt sur le revenu qu'ils ont établi depuis quelques années, a donné l'année dernière 144 millions ; cet impôt, déclaré insupportable, inique au début, se paye très régulièrement ; dans quelques années, il égalera en produit l'impôt foncier, qui rapporte 193 millions.

Que l'Assemblée prenne donc un parti et qu'elle comble les vides du budget avec de vraies lois de finances et non avec des expédients.

JULES DE PRÉCÉ.

On annonce que M. H. Fournier, ministre de France à Stockholm, est nommé en la même qualité auprès du roi d'Italie. M. Fournier se rendra prochainement à Rome. Cette nomination fait tomber les bruits d'après lesquels le retard apporté à la nomination du successeur de M. de Goudard à Rome, aurait eu pour cause des difficultés entre la France et l'Italie.

## La Loi sur l'instruction primaire

Nous avons annoncé que la commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi de M. Jules Simon sur l'instruction primaire avait repoussé d'emblée les six premiers articles de cette loi.

Il n'est pas inutile de rappeler que l'article 1<sup>er</sup> établissait que tout enfant de l'un et l'autre sexe, de six à treize ans révolus devait recevoir un minimum d'instruction obligatoire.

Enfin, l'article 6 déclarait qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1880, aucun citoyen arrivant à l'âge de vingt-et-un ans ne serait inscrit sur la liste électorale que sur la présentation d'un certificat d'étude.

Toutes ces prescriptions, bonnes au fond peut-être, avaient été, sous la rédaction de M. Jules Simon, un caractère inquiétant, dont nos tendances vers l'individualisme ne pouvaient assurément s'accommoder ; aussi sommes-nous médiocrement étonnés d'apprendre que la commission ait repoussé les six articles dont il s'agit.

D'autre part, nous entendons dire que le principe de l'obligation vient d'être repoussé, même dépourvu de sanction pénale, par la commission. Ce vote ne saurait engager l'Assemblée, et nous avons la confiance que le principe de l'obligation sera maintenu avec les ménagements et les transitions que comporte la situation présente de l'instruction primaire en France. Sans instruction obligatoire, en effet, le suffrage universel n'est plus que le triomphe des incapacités et du nombre.

## Le Banquet du 24 février

Les journaux l'ont annoncé, mais il n'a guère fait parler de lui. C'est dans le *Radical* seulement qu'en peut trouver le compte rendu in extenso.

Il s'y est dit des choses énormes et des

choses anodines ; les vieux, M. Peyrat en tête, assistaient au vingt-troisième anniversaire de ce banquet, n'ayant rien appris, rien oublié.

M. Louis Blanc a adressé au président les compliments d'usage : « Je remercie du plus profond de mon cœur mon ami et vieux collègue, vieux jacobin comme moi, Peyrat, des paroles qu'il vient de prononcer. »

Jacobin, c'est-à-dire dictateur, proscription et clubiste. L'Assemblée des jacobins avait pour mission d'envahir la Convention ; et, dans les temps calmes, de citer ses membres à sa barre. Les jacobins ont tué la République.

Le vieil Etienne Arago, ancien directeur de la Vendée, celui qui distribuait aux insurgés des glorieuses journées de 1830, les fusils hors de service conservés dans les coulisses de son théâtre, a eu, par là, l'insigne honneur de proclamer trois fois la République : en 1830, en 1848 et en 1870. Beaucoup de gens, républicains sincères, qui l'ignorent, en seront profondément affligés. Pourtant M. Etienne Arago affirme que rien n'est plus vrai.

« J'ai, a-t-il dit, eu trois fois l'honneur de proclamer la République sur les marches de l'hôtel de ville : en 1830, 1848 et 1870. » Dont acte.

Aussi ne s'est-on séparé qu'après avoir porté un toast au citoyen Etienne Arago, « l'un des vigoureux champions de cette bataille contre la monarchie dite légitime. »

## LETTRES D'ANVERS

Anvers, 26 février.

Il est absolument inexact que le comte de Chambord se soit décidé à hâter son départ d'Anvers. Le correspondant de l'Agence Havas dit donc mal renseigné lorsqu'il annonçait que le prince devait quitter la Belgique dans la journée d'hier. Il ne s'en ira pas avant sept à huit jours, et il recevra toute la semaine de nombreuses députations.

Hier, le nombre des visiteurs a été considérable. A midi et demi, M. de Baclesse introduisait les législatifs du Nord et du Pas-de-Calais. Ces messieurs ont offert au comte une magnifique bannière blanche et or fleurdelisée, brodée par des dames de Lille. L'un d'eux a pris la parole et a exprimé l'espoir qu'avant un an Henri V serait assis sur le trône de ses pères et que le pape aurait recouvré le domaine de saint Pierre.

M. le comte de Chambord a répondu quelques paroles dans lesquelles il a rappelé que la Plandre était toujours restée, malgré les révolutions, la patrie des fidèles à Dieu et au roi.

A une heure un quart, de nouveaux visiteurs se sont présentés. Ils étaient conduits par un député du Morbihan et se composaient en grande partie d'ecclésiastiques. Ensuite, de vieux gentilshommes portant des décorations multicolores, parmi lesquelles j'ai remarqué quelques croix de Malte, n'ont cessé, jusqu'à quatre heures et demi, de monter et descendre les escaliers de l'hôtel Saint-Antoine. On peut estimer à deux cents le nombre de personnes qui ont été reçues hier par le prétendant.

Ces nombreuses visites ont empêché le prince d'assister à l'office du soir ; aussi, à cinq heures, le chapelain particulier a-t-il recueilli les prières des vœux et des complices dans un petit salon transformé en oratoire. M. le comte de Chambord, et tous les gens de sa suite se sont tenus dévotement agenouillés tant qu'ont duré les prières.

A sept heures du soir, une dizaine de personnes étrangères ont été admises à l'honneur de s'asseoir à la table du prince. Le dîner s'est terminé à neuf heures. A onze heures précises tous les invités ont pris congé de leur hôte qui s'est retiré dans sa chambre à coucher quelques instants après.

En ville, la journée s'est écoulée assez tranquillement ; cependant les rues étaient plus

M. Thiers. — Cela ne rentre pas dans mes attributions. (Textuel.)

Nous apprenons au dernier moment, par dépêche que nous expédie notre correspondant d'Anvers, que le comte de Chambord a quitté cette ville ce matin.

Rien hier ne faisait pressentir cette résolution. Une partie de la dépêche que nous analysons est inintelligible par suite d'erreurs de transmission. Nous croyons comprendre que c'est pour ne pas passer d'embaras au gouvernement que le comte de Chambord s'est décidé à partir.

La grande commission des généraux, dont le but spécial était de s'occuper du classement des officiers, a été saisie de certaines modifications à apporter dans l'équipement des hommes. Nous avons déjà annoncé hier que le service des carouches était retiré à l'artillerie pour passer sous la surveillance directe des chefs de corps. Nous pouvons annoncer aujourd'hui, d'une façon tout aussi certaine, que la giberne et la cartouchière sont supprimées. Ces deux objets, dont l'incommodité avait depuis longtemps attiré l'attention des gens pratiques, sont remplacés avantageusement par une musette en cuir recouverte en peau de vache, laquelle musette contient et les munitions et les vivres de la journée.

Nous croyons pouvoir affirmer que l'artillerie vient enfin de mettre la main sur une nouvelle pièce. Le type choisi serait la pièce de 7, dont le système de fermeture qui avait présenté certains inconvénients, vient d'être avantageusement modifié. On s'occupe en ce moment de réunir les différents modèles, produits de l'industrie privée, dont la fabrication se ressent forcément des conditions inévitables fâcheuses dans lesquelles ils ont été tirés. Le Gouvernement a actuellement à sa disposition 3,000 pièces de 7 qu'il va faire refondre ou réparer, et nous espérons que d'ici à peu de temps, notre matériel d'artillerie pourra nous permettre d'être au moins dans une situation respectable vis-à-vis des autres puissances.

Entre les stations de Tenen et de Rouillon, près de Clouzy, une avalanche a intercepté les deux voies du chemin de fer. La circulation a été interrompue, et l'on a dû établir un transbordement entre les deux gares.

Mars	Bourse du 27 FÉVRIER	Précéd.	Premier	Plus	Dernier
10	3 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
11	4 1/2 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
12	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
13	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
14	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
15	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
16	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
17	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
18	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
19	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
20	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
21	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
22	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
23	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
24	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
25	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
26	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
27	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
28	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
29	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
30	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00
31	5 0/0	94 50	95 00	95 50	96 00

## TAUX DE L'ESCOMPTE

SUR LES PRINCIPALES PLACES DE L'EUROPE

Banque de l'Escompte	6 0/0
France (Avances)	7 0/0
London	3 0/0
Amsterdam	3 0/0
Berlin	4 0/0
Frankfurt	4 0/0
Saint-Petersbourg	7 1/2
Vienne	6 1/2 0/0
Bruxelles	6 1/2 0/0

## CHANGES

Changes sur Londres : 25 30.  
Prime, or : 3 fr. 50.  
Prime, argent : 2 fr. 50.

## LE BULLETIN FINANCIER

Deux heures. — Bourse bonne. Les valeurs sont demandées et le marché a pris une certaine activité. La Banque de France est décidée à baisser le taux de son escompte. C'est une mesure tardive, mais qui sera pas moins bien accueillie par la spéculation.

Avons-nous demain cette surprise, ou bien vent-on l'ajourner après la liquidation ? Voilà ce que nous ne saurions dire aujourd'hui.

Le 3 0/0 est arrivé à 50 70. Le 5 0/0 fait 90 20, et le Libéré 89 10. Dans ces conditions, le Libéré est moins cher que le non Libéré. Cet écart de prix doit être attribué à cet arbitrage, fort utile au Trésor, qui consiste à acheter du non Libéré et à vendre du Libéré pour libérer les versements.

Les obligations de la ville de Paris continuent à être lourdes ; celles de 1871, cotées 248, haïssent encore probablement vers le 6 du mois prochain, car il y aura un gros versement qui deviendra exigible.

La Banque, le Foncier et le Comptoir sont stationnaires. Point d'affaires sur le Mobilier. Le Crédit agricole est à 510 ; récomposé honnêtement à pour justifier la hausse de cette valeur. La Générale est à 707 50.

## LES TÉLÉGRAMMES

DE TROIS HEURES

Rouen, 27 février, midi 45.  
L'ouverture de l'audience, le public se précipite bruyamment dans la salle. Le président rappelle le public au silence et menace de faire évacuer la salle.

Le calme se rétablit.  
L'interrogatoire de Bourguignon, architecte du département de l'Eure, de Boulanger et Vittecoq, se fait rapidement, sans donner lieu à aucun incident.

Le système de défense de tous les accusés n'est pas de contester les dépenses et leur irrégularité, mais de dire qu'elles ont été effectuées au moyen de versements et sans aucun caractère criminel ou dilatoire.

On passe à l'audition des témoins.  
M. Deschamps, ancien maire d'Evreux, est entendu.

Une assez vive altercation s'engage entre le témoin et M. Janvier de la Motte.

Le président invite l'accusé à ne pas passionner le débat au point de vue politique, et reconnaît que M. Janvier de la Motte a gardé jusqu'à l'attitude qu'il doit conserver dans l'intérêt de sa défense.

La Banque, le Foncier et le Comptoir sont stationnaires. Point d'affaires sur le Mobilier. Le Crédit agricole est à 510 ; récomposé honnêtement à pour justifier la hausse de cette valeur. La Générale est à 707 50.

Les actions de chemins de fer sont sans changement appréciable ; leur tendance est plus faible qu'hier. L'Orléans est toujours très ferme à cause du coupon de 35 francs qui sera détaché au mois d'avril.

On a monté sur le Gaz à 708 75. Il faut que le marché de cette valeur soit bien restreint pour



animées de l'habitude. Beaucoup de personnes étaient venues de Bruxelles ou des environs, dans l'espérance d'assister à une manifestation. Mais elles n'ont pu se retourner le soir sans avoir pu se procurer la moindre émotion. C'est pendant la nuit que devaient se passer les événements les plus graves.

Vers sept heures, l'autorité municipale a pris les mêmes mesures que les jours précédents. Les gendarmes ont encore une fois vainement essayé de pénétrer dans le palais de justice et les sergents de ville dans la cour de l'hôtel. Des sentinelles placées à chacune des extrémités de la rue du Marché-aux-Souliers, ont interdit la circulation, malgré les protestations très énergiques des marchands et cabaretiers de ce quartier, l'un des plus considérables d'Anvers.

Un incident assez drôle s'est produit vers neuf heures. Quelques fanatiques, arrivés par le train du soir, n'ont rien eu de plus pressé que d'aller présenter leurs hommages au comte de Chambord, avant même de s'être assuré un logement, chose assez difficile à Anvers en ce moment. Les inflexibles sentinelles flamandes se sont obstinément refusées à les laisser passer, malgré leurs affirmations répétées de dévouement à Dieu et au roi. J'ai remarqué surtout la figure désemparée d'un vieillard à l'air respectable et à l'accent gascon, venu tout exprès de Bayonne pour voir son roi. Le pauvre diable et ses compagnons de voyage ont dû remettre à aujourd'hui l'honneur de contempler les traits augustes du petit-fils de saint Louis. En attendant, ils ont erré dans les rues pendant plus de deux heures avant de pouvoir trouver un oreiller où reposer leur tête.

Le meeting a commencé comme la veille à sept heures et demie au café des Arcades, par une pluie battante; aussi la foule n'était-elle pas nombreuse à la porte: en revanche la salle était comble.

La discussion a été beaucoup moins vive qu'à la réunion précédente. Lecture a été donnée d'une protestation des habitants d'Anvers, contre le séjour du « prétendant ». Deux ou trois orateurs ont pris la parole. A dix heures la séance a été levée aux cris de: *Vive la liberté, vive la France, bas Chambord, à bas la calotte.*

Les assistants qui les premiers, ont entonné la *Marseillaise* qui a été reprise par des milliers de voix.

Afin d'éviter tout conflit avec la force armée, les manifestants ne firent que traverser la place Verte sans s'y arrêter, et se rendirent devant le couvent des jésuites. Là des huées se firent entendre, mais les portes restèrent closes, on alla devant la maison du bourgmestre, M. Van Put, où les cris et les coups de sifflet retentirent avec une nouvelle rage: « A bas Van Put! A bas les catholiques! » hurlait-on de tous côtés.

Pendant ce temps, d'autres individus allaient faire un véritable charivari sous les fenêtres de M. Goetgebeur, président du cercle catholique, et l'un des chefs notoirement désignés des contre-manifestations des jours précédents. Des pierres sont lancées contre les fenêtres du premier étage; les carreaux volent en éclats. Un domestique, atteint à la tête, est blessé légèrement. Devant le couvent des jésuites, des scènes du même genre se produisent.

Dans d'autres quartiers de la ville, ce sont les amis du comte de Chambord, ou plutôt les catholiques aversés qui prennent une attitude agressive. Armés les uns de cannes, les autres de manches à balais, ils se précipitent sur les libéraux en chantant un hymne flamand. Dans la rue Meer, un véritable combat s'engage, le sang coule; deux libéraux blessés à la tête sont transportés dans une pharmacie voisine. L'état de l'un d'eux, employé dans une maison d'armement, est désespéré.

Dans la rue des Douze-Mois la mêlée est compacte. Beaucoup de gens sont foulés aux pieds. Quelques catholiques, montés aux étages supérieurs des maisons, font pleuvoir des projectiles énormes sur les libéraux. Un correspondant de l'*Etoile belge* affirme avoir ramassé un bloc de charbon de terre pesant deux kilogrammes.

Vers onze heures du soir, seulement, la police et la gendarmerie qui jusqu'alors avaient gardé la plus stricte neutralité, se sont décidées à intervenir. Les catholiques chargés à coups de plats de sabre se sont enfuis dans toutes les directions. Une quarantaine d'arrestations ont été opérées. Les libéraux se sont retirés à la première sommation de l'autorité.

Le tapage n'en a pas moins duré jusqu'à trois heures du matin.

Quelle va être maintenant l'attitude de la municipalité d'Anvers? Voilà ce que tout le monde se demande avec anxiété. La proclamation faite par le collège électoral a en jusqu'ici pour résultat de faire descendre dans la rue une masse plus compacte de congréganistes qui semblent avoir pour mission de maltraiter les libéraux qu'ils parviennent à isoler de la foule.

C'est en ces termes qu'un journal libéral apprécie la situation. Quel qu'il en soit, il est incontestable qu'aujourd'hui le comte de Chambord sert de prétexte aux deux partis pour assouvir leurs vieilles rancunes.

## Le-Comte de Chambord à Anvers

Anvers, 26 février, soir.  
Le comte de Chambord a reçu aujourd'hui une députation de Metz.

On croit que les manifestations continueront ce soir.

Anvers, 26 février, soir.  
Un placard de l'*Internationale* affiché aujourd'hui, repousse toute participation dans les manifestations.

« L'*Internationale*, dit ce placard, n'a qu'un but: réformer la société et soustraire l'ouvrier au joug que deux partis font peser sur lui. » Le placard recommande aux ouvriers de ne pas se mêler aux manifestations soudoyées par ces deux partis.

On s'attend à beaucoup d'agitation ce soir. Plusieurs cafés ont été fermés par ordre.

Anvers, 26 février, 10 h. 40 du soir.  
Un meeting libéral a été tenu aujourd'hui. Les orateurs ont protesté contre la présence du comte de Chambord, qui disent-ils, conspire contre un gouvernement ami. Ils ont demandé l'abrogation de la loi des étrangers et soutenu le droit de faire des manifestations pacifiques.

Un rassemblement nombreux, hostile au comte de Chambord, parcourt en ce moment les rues avoisinant l'hôtel Saint-Antoine en chantant la *Marseillaise*. A la maison du bourgmestre les vitres ont été cassées.

## ECHOS PARLEMENTAIRES

Un incident des plus regrettables a marqué le commencement de la séance. On venait d'achever la lecture du procès-verbal. Les bancs, fort heureusement, étaient presque vides. M. le président Grévy prend la parole:

« Messieurs, dans le compte rendu sténographique de la séance de samedi, inséré au *Journal officiel* d'hier, je lis les paroles suivantes: »

« M. Gambetta, s'adressant à la droite: » Vous avez préféré la paix à l'honneur. Vous avez mieux aimé donner, pour avoir la paix, deux provinces et cinq milliards! (Protestations et réclamations diverses.) »

« Si ces paroles ont été prononcées, le bruit m'a empêché de les entendre; si je les ai entendues, j'aurais appelé à l'ordre leur auteur pour avoir attaqué, en termes outrageants, une décision de l'Assemblée nationale. »

M. Gambetta veut, de sa place, répondre aux sévères paroles du président. « A la tribune! à la tribune! » lui crient les voix furibondes de la droite. M. Gambetta monte à la tribune.

« Messieurs, dit-il, quand j'ai prononcé les paroles qui viennent d'être rappelées par l'honorable président de cette Assemblée, je l'ai fait en réplique et en riposte à ce que je considérais comme un outrage personnel. En cela, je n'ai pas attaqué et, malheureusement, je ne pouvais pas attaquer la décision de l'Assemblée; je me suis exprimé en citoyen, en représentant du peuple et en patriote pour caractériser le vote de la paix. »

« Ce fut à droite un immense tollé. Divers orateurs essayèrent de prendre la parole. Les bancs s'étaient rapidement garnis: l'incident menaçait de prendre des proportions considérables. »

La prudence de M. Grévy y mit ordre. Il sut écarter de la tribune ceux de droite ou de gauche qui cherchaient à exploiter le scandale, et l'affaire finit par le rappel à l'ordre de M. Gambetta.

L'ordre du jour appelle la discussion concernant les droits d'enregistrement.

Vous savez que les droits d'enregistrement sont de trois sortes: les droits fixes, les droits proportionnels et les droits fixes gradués.

Le droit fixe varie suivant la nature des actes: il est de 2 fr. sur les actes simples, tels que les procurations, les désestiments, les autorisations, les actes de notoriété, les inventaires, les certificats, les actes extrajudiciaires, etc.

Le tarif s'élève à 3 fr. pour les transactions, les concordats, les titres nouveaux, les compromis, etc.

Enfin, sous le tarif de 5 francs, viennent se ranger les actes qui ont paru les plus importants, tels que les sociétés, les contrats de mariage, les partages, les testaments, les donations à cause de mort, etc.

Il existe encore un droit de 15 fr. pour certaines prestations de serment.

Le droit proportionnel est établi sur les obligations, libérations, condamnations, collocations ou liquidations de sommes et valeurs, et sur toutes les transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens, meubles et immeubles.

Le droit fixe gradué tient à la fois du droit fixe et du droit proportionnel. Pour les actes auxquels il s'applique, la loi tient compte de l'importance des valeurs qu'ils contiennent; mais au lieu de faire croître cette taxe proportionnellement à l'importance de ces valeurs, elle établit de grandes divisions et elle applique à chaque division une

taxe fixe; à chacune de ces divisions correspond une augmentation du tarif; de telle sorte que le droit est à la fois fixe parce qu'il reste invariable, unique dans chaque division, et proportionnel et gradué parce que chaque division consacre un accroissement modéré de tarif.

La loi en délibération applique ce droit fixe gradué aux actes de société, aux actes translatifs de la propriété d'immeubles étrangers, aux contrats de mariage, aux délivrances de legs, aux main-lèvements d'hypothèques, etc., qui n'étaient soumis, jusqu'à présent, qu'au droit fixe simple.

L'honorable M. Sébert a démontré avec une compétence parfaite, et sous une forme aussi précise et rigoureuse que claire et élégante, que cette loi, sous ses dehors inoffensifs, est contraire à tout bon système d'impôts et subversive des principes de droit civil. La Chambre n'a pas écouté M. Sébert. Elle a voté, sans avoir entendu un mot de la longue et patiente critique à laquelle il les a successivement soumis, les neuf premiers paragraphes de la loi.

Je renvoie nos lecteurs au compte-rendu pour les détails très intéressants de la discussion.

Il n'y a décidément chance d'intéresser cette Assemblée qu'aux questions politiques les plus personnelles, les plus aiguës, les plus compromettantes pour elle et pour le pays.

Le journal le *Pays* reparaitra définitivement le 1<sup>er</sup> mars, sous la direction de M. Paul de Cassagnac. Le gouvernement n'aurait fait aucune condition à la rentrée de notre sympathique et vaillant confrère. Nous lui souhaitons la bienvenue.

Le conseil municipal de Paris

Séance du 26 février 1872  
Travaux de dérivation de la Vanne. — Projet d'emprunt de 19 millions. — Le cimetière Montmartre.

M. Vauthier lit un rapport dont l'impression avait été décidée dans une séance précédente, et qui est relatif à l'emprunt spécial pour l'achèvement des travaux de dérivation de la Vanne. Il propose au conseil d'autoriser M. le préfet de la Seine à négocier un emprunt spécial de 19 millions, destiné à pourvoir les 18 millions à l'achèvement des travaux de la Vanne et pour 1 million aux travaux d'utilisation des eaux d'égouts dans la plaine de Gennevilliers.

Cet emprunt serait réalisé au moyen de l'émission d'obligations portant un intérêt annuel remboursable dans le délai de vingt ans, au plus tard, avec faculté pour la Ville d'anticiper l'amortissement à partir de la neuvième année. La somme qui, dans la part revenant à la Ville sur le produit annuel des abonnements aux eaux, excéderait 6 millions, serait mise en réserve pour être exclusivement employée tant au paiement de l'intérêt des titres de l'emprunt, qu'à en opérer le rachat, sans pouvoir être appliquée, jusqu'à ce que l'amortissement, aux autres dépenses de la Ville.

M. Gouin fait observer que si les ressources applicables aux intérêts et à l'amortissement de l'emprunt dont parle M. Vauthier n'étaient pas réalisées, la Ville se trouverait dans une situation difficile, et qu'il ne pourrait pas continuer à faire les avances qu'elle a faites pour la dérivation de la Vanne.

M. Gouin demande si le conseil, avant d'avoir examiné le budget de 1872, doit se lancer dans une nouvelle opération financière.

M. le préfet est donné de ces observations, car l'opération proposée est prévue expressément au projet de budget.

M. Gouin désire que la commission des finances se réunisse pour statuer sur le mode d'emprunt, et s'entende ensuite avec la commission des eaux.

M. le préfet se déclare prêt à une discussion générale sur les finances de la Ville, qu'il restait, d'ailleurs, à la commission de décider si le budget ne peut être équilibré qu'après le vote des recettes et des dépenses.

Or, il y a une double objection à faire: équilibre du budget pour le présent, consolidation des dettes pour l'avenir.

Les consolidations pour l'avenir pourraient à la rigueur se reporter sur le budget de 1873; le conseil a surtout à s'occuper aujourd'hui de l'équilibre du budget actuel.

M. Allain-Targé voudrait voir résoudre immédiatement deux questions importantes, d'abord celle de l'exécution de grands travaux qui sont indispensables à Paris, puis celle du remboursement des travaux commandés et de mettre un retard apporté à la solution de cette dernière question amène une incertitude fâcheuse et empêche le conseil de prendre aucune décision importante.

Après quelques observations présentées par M. Allain-Targé et Vauthier sur la nécessité d'achever les travaux commandés et de mettre un terme à la situation déplorable faite non seulement aux entrepreneurs avec qui la Ville a passé des marchés pour les travaux de la Vanne, mais encore au personnel nombreux engagé dans cette entreprise, le conseil décide que la commission des finances se joindra à la commission n° 6 pour proposer, à la prochaine séance, un rapport sur l'emprunt proposé.

Il doit y avoir quelque cérémonie là-dessous, pensa-t-il. Eh bien! à leur aise. J'ai tout autant qu'eux le temps de m'amuser aux bagatelles de la porte. Il n'y a que mon chien qui m'inquiète. Le laissera-t-on entrer partout où l'on me conduira? Voilà mon unique souci.

Et, après avoir légèrement sifflé: — Viens, Caporal, disais-til; suis-nous toujours. On ne le guillotine pas, toi.

Les gendarmes avaient même cru devoir relever ce propos.

Il pouvait être cinq heures du matin quand on introduisit le Barbu dans la chambre où se trouvait le corps du capitaine.

Tous les assistants, le médecin compris, s'attendaient, à ce sujet, à un coup de théâtre.

Que personne ne bouge, avait dit le magistrat. Il est fort important d'observer la première impression de cet homme à la vue de la victime. Un seul mouvement de ses yeux, un trouble passager, cela suffit pour corroborer les présomptions qu'on peut avoir sur lui. Ainsi, soyons tous d'une immobilité absolue.

Claude-Claudin entra et, chose curieuse, il ne changea aucunement de visage.

Il n'y avait donc rien à constater à cet égard dans le procès-verbal.

Le procureur impérial, prenant tout à coup la parole, commanda au prévenu de se découvrir.

— Très volontiers, dit-il.

Claude-Claudin, ajouta le magistrat, reconnaissez-vous l'homme dont le corps est étendu sur ce lit de repos?

— Eh! monsieur le procureur, comment ne le reconnaitrais-je pas? J'ai eu occasion de le rencontrer plus de cent fois en ma vie, soit dans le bois, soit ailleurs. Je lui ai même causé à plusieurs reprises. C'est le capitaine de Blangy.

— Fort bien. Où étiez-vous, hier au soir, dix à onze heures, pendant l'orage?

M. Clémenceau dit qu'il y a 800 demandes d'admission dans les écoles du 18<sup>e</sup> arrondissement auxquelles on ne peut donner satisfaction. Il demande l'exécution de divers travaux pour permettre l'admission de ces enfants.

M. Clémenceau demande également si le bruit de la fermeture du cimetière Montmartre, qui répand l'inquiétude dans la population, est fondé.

M. Artaud, au contraire, déclare que les habitants du 18<sup>e</sup> arrondissement voudraient que ce cimetière fût fermé.

M. le directeur de l'administration générale fait observer que l'administration n'a pris aucune décision sur la fermeture du cimetière. Il annonce que samedi on aura le résultat des enquêtes faites à Ivry et à Saint-Ouen pour les expropriations, et ce n'est qu'alors qu'on pourra procéder au décret d'utilité publique pour la grandissement des deux cimetières.

M. Richard demande où est la question d'allocation d'indemnités aux sinistrés.

M. le préfet répond qu'il lui est très difficile de prendre un parti avant qu'on ait constaté l'état des indemnités, et que les négociations avec l'Etat, au sujet de la contribution de guerre, aient abouti.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à cinq heures et demie.

## NOS INFORMATIONS

LES AFFICHES  
La direction générale des manufactures de l'Etat met en adjudication, pour le 8 mars prochain, la fourniture au rabais et sur soumissions cachetées, adressées au ministère des finances, rue de Rivoli, de un million de kilogrammes de salpêtre (nitrate de potasse). Les soumissions seront déposées sur la table du conseil d'administration des manufactures de l'Etat, à l'ouverture de la séance, au jour indiqué.

LES ESSAIS DU GAZ OXYHYDRIQUE  
Les essais du gaz oxyhydrique sont terminés; aujourd'hui les employés de la Ville remettaient, sur le boulevard des Italiens, les anciens conduits qu'on avait dû retirer pour faire place aux appareils du gaz nouveau.

LES DÉGÂTS CAUSÉS PAR L'ARMÉE  
Une grande réunion des architectes chargés de recevoir les réclamations des propriétaires dont les immeubles ont été endommagés par les obus de l'armée, doit avoir lieu aujourd'hui chez le commandant du génie militaire de la place de Paris. Voici les noms des architectes en question:

MM. Rivet (Batignolles), Narjoux (Montrouge), Guénéfne (Levallois-Perret), Bigle (Boulogne), Fournier (Vanves), Cousin (Issy), Bienneim (Neuilly), Rivière (Suresnes et Puteaux), Severin (Asnières et Courbevoie), et Servoll (Cligny).

Ces messieurs remettront leurs rapports à M. le commandant du génie militaire, qui les transmettra à qui de droit.

LE SOU DE LA DÉLIVRANCE A L'ÉCOLE DE DROIT  
Nous apprenons qu'hier une décision a été prise par les étudiants en droit réunis dans le grand amphithéâtre sous la présidence de M. Colmet d'Aage, doyen de la Faculté. Les élèves se sont engagés à l'unanimité à verser chacun la somme de 5 centimes par jour pour l'œuvre de la libération du territoire. Chaque étudiant versera donc tous les trois mois, en prenant son inscription, la somme de 15 francs 50 centimes. De plus, les étudiants, après plusieurs motions successives faites par plusieurs d'entre eux, ont décidé que chacun donnerait aujourd'hui une certaine somme. Le secrétaire de la Faculté reçoit les dons en nature et les versements conditionnels. Nous ne pouvons qu'approuver et encourager ces excellentes résolutions, qui témoignent le patriotisme de ceux qui les mettent à exécution.

LA GARE MONTMARTRE  
Le bruit courait depuis assez longtemps que la Compagnie de l'Onet était décidée à demander au gouvernement le déplacement de la gare Montmartre. Hier, la Compagnie a remis au gouvernement sa demande officielle d'autorisation; à cette demande est joint le plan de la nouvelle gare, qui serait placée rue Vandamme. On sait que cette autorisation n'est pas du ressort du conseil municipal, mais de celui du ministère des travaux publics. Cependant, si le ministre accepte ce projet, ce ne sera qu'après avoir pris l'avis du conseil municipal, et l'avoir consulté sur la destination à donner à l'emplacement de l'ancienne gare. Le principal argument opposé à la libre manœuvre des trains le pont très étroit qui traverse la chaussée du Maine. Nous ferons connaître à nos lecteurs, aussitôt qu'elle sera prise, la décision du ministère des travaux publics.

L'ÉGLISE DE LA VILLETTE  
Les réparations de l'église paroissiale du dix-neuvième arrondissement viennent d'être terminées. Cette église est une de celles qui

ont le plus souffert. La toiture a été percée par quarante obus environ, lancés par les batteries fédérées du Père-Lachaise. De plus, les fédérés avaient essayé de l'incendier, et, sans l'arrivée des troupes de Versailles, le 26 mai, il ne serait rien resté du monument. Les murs extérieurs et intérieurs avaient été couverts d'inscriptions ordonnées par les fédérés, qui y avaient établi un poste; il a fallu tout gratter et rebadigeonner à neuf. L'église de la Villette possédait un *Chemin de la Croix* d'une certaine valeur artistique; tous les tableaux ont été crevés à coups de balonnettes, ou maculés de taches de vin que les fédérés s'amusaient à lancer à la figure de Jésus-Christ.

## LES COLONS DE LA NOUVELLE CALÉDONIE

Pour donner une idée du nombre de colons qui émigrent en ce moment en Nouvelle-Calédonie, comptant faire une fortune dans un pays dont l'augmentation de population va forcément accroître la richesse et la fertilité, nous citerons les chiffres suivants, qui sont ceux des passagers de sept steamers partis dans le courant de ce mois de Londres et de Liverpool pour la Nouvelle-Calédonie:

Passagers	Femmes
Lord of the Isles.....	221 187
Pride of Northumberland.....	311 210
Duke of Argyll.....	287 172
Bride of Lanermoor.....	402 359
Melbourne.....	207 151
Arispe.....	387 195
Lady of the Lake.....	212 137

Total, 2,017 colons, dont 1,412 femmes.

On voit que les hommes sont en très grande majorité. Les mêmes steamers ont apporté des quantités considérables d'instruments de chasse, de pêche et d'agriculture, ainsi que des maisons en bois se montant et se démontant pièce à pièce.

Deux cinquièmes environ de ces colons, soit 800 environ, sont Français; deux autres cinquièmes, Irlandais, et le reste Anglais.

LE CATALOGUE DU LOUVRE  
Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts vient de désigner une commission, présidée par M. Charles Blanc, pour refaire à nouveau le catalogue complet du musée du Louvre. Le besoin s'en faisait sentir, car d'assez importantes modifications ont, depuis dix-huit mois, été apportées à la disposition des tableaux et des pièces diverses des musées antiques. Le travail nécessaire pour la révision du catalogue ne durera pas moins de deux mois et ne pourra, par conséquent, être publié que dans la première quinzaine de mai.

LA GENDARMERIE DE LA BANLIEUE  
On s'occupe en ce moment de répartir, conformément aux nécessités de la surveillance, les brigades de gendarmerie laissées sans emploi par la perte de l'Alsace et de la Lorraine.

Les communes suburbaines de la Seine vont recevoir un renfort dont elles avaient, certes, grandement besoin. Le général de Cissey, si nos informations sont exactes, va porter le nombre des brigades de quatre à cinq et ajouter un gendarme de plus à chacune d'elles.

CRIMES, SUICIDES ET ACCIDENTS  
Hier, à huit heures du matin, le sieur Albert Martin, tapissier, demeurant rue de Lourcelles, 96, en passant sur le boulevard Bourdon, aperçut sur le parapet du canal un enfant nouveau-né entouré de langes, qui y avait été déposé depuis quelques heures et portait au cou des marques de violence.

M. Ringeval, commissaire de police, averti, dressa procès-verbal et fit transporter le cadavre du pauvre petit à la Morgue.

— Marie Brouard, demeurant rue de Nemours, 12, pour une cause demeurée inconnue, s'est précipitée hier dans le canal Saint-Martin. Un homme courageux, l'écluseur Le-bux, se jeta immédiatement à la nage et réussit à la ramener sur la berge, respirant encore. M. Gabet, commissaire de police, fit transporter cette pauvre fille à la Morgue.

— Boulevard Saint-Martin, à la hauteur du n° 25, la dame Geneviève Legrand, couturière, demeurant rue Saint-Sauveur, 39, est tombée hier dans l'après-midi, frappée d'une attaque d'apoplexie. Cette malheureuse femme expira entre les bras des passants qui voulaient la relever.

— Hier, à huit heures du soir, Geneviève Bresille, âgée de 24 ans, journaliste, demeurant à Nogent, est tombée d'inanition en face le café-concert Doudin. Transportée au palais de l'Exposition, elle reçut les soins nécessaires et avoua, en reprenant connaissance, n'avoir pas mangé depuis quarante-huit heures.

— Prosper Breton, âgé de 71 ans, cordonnier, demeurant rue du Ruisseau, a été trouvé hier pendu à une corde fixée à la porte de sa chambre.

— Ce qui s'est passé ne me regarde en rien, monsieur.

— Mais cet assassinat du bois!... J'y suis aussi étranger que vous-même, monsieur le procureur impérial.

— Il nie. Ils commencent tous par nier.

— Je continuerais, je vous en réponds, monsieur.

— Comment osez-vous soutenir un pareil langage? Il est onze heures du soir. Il pleut. Un cavalier traverse la forêt. Il est frappé d'un coup de feu, presque à bout portant, dans l'aine. Vous, vous vous trouvez au même moment sur les lieux, embusqué derrière les arbres, un fusil à la main, vous convenez du fait, mais vous niez le crime. Voilà ce qui ne se comprend pas.

— Monsieur le procureur impérial, un peu de patience, et ça vous paraîtra plus clair. D'abord, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, je ne m'occupe jamais des affaires des autres. Chacun a sa philosophie; celle-là est la mienne. Ensuite, tenez, regardez bien la blessure du capitaine... J'ai été soldat, il y a vingt ans, en Afrique. Je connais ces choses-là.

— Eh bien! que voulez-vous dire?

— Tout simplement que ça n'a pas été fait par un fusil de chasse de petit calibre tel que le mien.

— Ce que vient d'articuler cet homme au sujet de la plaie, est plus que probable, dit le docteur.

— Comment donc ça?

— Le fusil que voici, son fusil, ne peut jamais être chargé que par du petit plomb et de la poudre.

— Très juste, dit Claude-Claudin.

— Quant à la plaie, il est évident qu'elle a été faite par une arme à feu d'un plus gros calibre, chargé de numéros plus élevés. Te-

— M. Noël, commissaire de police, a constaté hier la mort d'un individu paraissant âgé de 50 ans, qui s'était affaissé sur la voie publique rue de la Montagne-Sainte-Genève. Cet individu venait de succomber à la rupture d'un anévrysme.

— Lesourd (Charles-Auguste), âgé de 36 ans, demeurant rue de Reuilly, 12, s'est tiré hier deux coups de revolver en pleine poitrine. La mort a été instantanée.

— Le sieur François Carton, demeurant rue de Soulage, 22, est tombé hier accidentellement dans la Seine et n'a plus reparu. Tous les efforts tentés pour retrouver son cadavre sont restés infructueux.

## LA BAISSÉ DU DIAMANT

Un des principaux joailliers de Paris nous a appris que le cours du diamant subit en ce moment une baisse de vingt-trois à vingt-cinq pour cent. C'est à la grande quantité de diamants qu'on trouve au Cap, dans les mines nouvellement découvertes, qu'il faut attribuer cette baisse. Presque tous les diamants du Cap sont expédiés en Angleterre, où va les acheter le commerce parisien.

Nos Etablissements de Pisciculture

La Société d'acclimatation s'est occupée, dans sa séance du 2 février dernier, de la reconstitution d'un établissement de pisciculture en remplacement de celui de Huningue, si bien installé par M. Coste, et dont les Allemands n'ont pas manqué de s'emparer. Les viviers de Huningue fournissaient aux propriétaires et aux ingénieurs un nombre considérable d'œufs de divers poissons, grâce auxquels nos cours d'eau et nos étangs étaient annuellement repeuplés. Il y a là un intérêt de premier ordre qu'il ne faut pas perdre de vue. M. de Grandmont a annoncé à la Société le projet du gouvernement de fonder la nouvelle école de pisciculture dans le département du Doubs, aux environs de Montbéliard. Il a donné aussi des détails intéressants sur celle de Clermont-Ferrand, si bien dirigée par M. Ricco, et sur plusieurs autres établissements.

Malgré la grave maladie d'yeux dont M. Coste, notre célèbre ambryologiste souffre encore, nous savons qu'il est tout disposé à prendre de nouveau la haute direction des établissements de pisciculture.

C'est une science précieuse et, dont les enseignements bien compris pourraient devenir la source de l'industrie la plus avantageuse aux mains des particuliers. De son côté, le gouvernement doit se préoccuper de rétablir et même d'accroître ce qui avait été institué jadis dans le but de développer en France la production de la viande de poisson.

une Lettre de Garibaldi

Caprera, 20 février 1872.  
Mon cher Stefanoni,

Je vous prie de publier les lignes ci-après: 1<sup>re</sup> Déclarer hautement que je suis républicain.

2<sup>e</sup> Démentir que j'appartiens à l'*Internationale*.

3<sup>e</sup> Traiter avec respect philosophique la question religieuse, c'est-à-dire théologique.

Tout à vous, GARIBOLDI.

ECHOS MILITAIRES

Envoi d'attachés militaires à l'étranger. — Le ministre de la guerre a décidé, nous dit-on, l'envoi de quelques officiers à l'étranger pour remplir les fonctions d'attachés militaires.







